

Edito

Ainsi donc, il suffirait de fermer la jungle de Calais pour que les migrants qui s'y entassaient à près de 9000 disparaissent du paysage comme par enchantement. Plus fort que Mimie Mathy dans Joséphine Ange-Gardien. Un claquement de doigt, et hop, tout ce petit monde retournerait chez lui gentiment. Et rapidement. Ça serait drôle, si ça n'était pas aussi stupide... Car tout de même, ce n'est pas comme si la fermeture du camp de Sangatte n'avait résolu AUCUNEMENT le problème de la migration dans le Calais. La preuve ! Pas grave, comme on n'a pas beaucoup d'imagination, et pas beaucoup de courage non plus, on n'a qu'à dire que la fin de la jungle signifie la fin des migrants. Quelle blague ! Elle signifie surtout que les migrants en question, n'ayant plus de lieu où trouver refuge, vont se disperser partout dans la ville... Là ça sera une autre histoire... Tout ceux qui ont manifesté lundi pour réclamer le démantèlement auraient plutôt dû exiger du Gouvernement la fin du Traité du Touquet. Celui-là même qui place à Calais la frontière anglaise. Car aujourd'hui que les Anglais ont voté pour le Brexit (le retrait de leur pays de l'Union européenne), on comprend encore moins l'obstination de François Hollande à faire perdurer une situation ubuesque. Et à faire supporter par les Calaisiens, un problème qui devrait être géré par les Anglais... Car ce sont bien les policiers français qui empêchent les migrants de passer. On aimerait qu'ils quittent la France, mais on les empêche de le faire... Tiens, empêcher une population de quitter un pays, on a déjà connu ça, c'était en Allemagne jusqu'en 1989... Et les mêmes qui réclamaient à grands cris la liberté, sont les mêmes qui la refusent aujourd'hui.

Les vacances sont terminées pour presque tout le monde, et les rentrées scolaires, sociales et politiques ont bien eu lieu. Notre petit journal a pris de longues vacances, pour vous revenir en grande forme et participer activement au combat politique local. Nous aimerions pouvoir aborder les questions de fonds du quotidien, sans avoir à subir l'actualité. Malheureusement ça n'est pas toujours possible, surtout quand l'actualité calaisienne devient nationale, voire internationale. Ainsi, pour notre reprise, nous est-il impossible d'échapper à l'analyse du blocage de Calais qui a eu lieu ce lundi 5 septembre. Une manifestation paraît-elle initiée par les milieux économiques, mais dont chacun a parfaitement conscience qu'elle doit beaucoup à la droite locale. La chambre de commerce, des commerçants (pas suffisamment de l'avis des présents), des syndicats de transporteurs, des habitants, des salariés, des membres de droite et d'extrême droite...

Sur le fond, l'existence d'un problème bien réel, la présence sur le territoire calaisien d'un camp de réfugiés qui accueilleraient entre 7500 et 10 000 personnes. Des réfugiés qui, ne souhaitant qu'aller en Grande-Bretagne, sont prêts à tout pour tenter de passer coûte que coûte. Ainsi chaque jour des opérations de ralentissement de la circulation sont-elles menées pour parvenir à monter dans l'un des camions qui passent par Calais pour re-



cueille dans les pires conditions (il faut y être allé pour le savoir, et nous y sommes allés) plus de 7000 personnes au moins, sans que cela n'émeuve nullement la majeure partie des initiateurs du mouvement.

Faire disparaître le camp dans l'urgence, c'est la certitude de voir s'éparpiller sur le territoire calaisien ceux qui chercheront à se cacher pour quand même tenter l'Angleterre ; multiplier tous

les risques (sanitaires, de sécurité...), avec la certitude d'aggraver les problèmes. Proposer la création de 8000 places d'accueil comme l'a fait le Ministre de l'intérieur pour se faire bien voir des élus locaux, c'est faire la démonstration de son incompréhension du sujet et c'est surtout inefficace car depuis 20 ans les réfugiés qui partent en hébergement reviennent pour la plupart d'entre eux à Calais, pour aller : en Angleterre.

joindre l'Angleterre. Évidemment, ces actions ne sont pas sans conséquences. De nombreux chauffeurs ont eu à déplorer la dégradation de leurs véhicules, alors (c'est important de le préciser) que des femmes et des hommes y laissaient leurs vies. Des salariés, des habitants de notre ville, qui empruntaient la rocade portuaire ont eu à déplorer la dégradation de leurs véhicules (ce qui n'est jamais réjouissant), au point qu'aujourd'hui il est fortement conseillé d'utiliser un autre parcours. Enfin, les riverains les plus proches ont, pour beaucoup, été victimes de dégradations de leurs biens et vivent au rythme des blocages, des charges de CRS...

Une seule solution a fait preuve d'efficacité toute ces dernières années. Celle qui a consisté à laisser passer les migrants présents sur le territoire calaisien à la fermeture du camp de Sangatte en 2002. Entre 6 et 10 000 migrants ont été autorisés à passer. Chacun en tire les conclusions qu'il veut, mais les britanniques portant une énorme responsabilité dans cette affaire (pas besoin de pièce d'identité, travail au noir facile, ...) pour ce qui nous concerne, il nous paraîtrait normal de leur faire assumer leurs responsabilités et pas de se défausser sur

Ça c'est la réalité. Et si nous voulons tenter de la faire évoluer, alors il apparaît nécessaire de penser et d'agir collectivement pour parvenir au but. Sans arrière-pensées politiciennes, sans petits calculs, sans démagogie. Nous sommes loin du but. D'autant plus loin, que l'une des revendications fortes (exprimées différemment selon les participants) c'est le démantèlement du camp. Un camp qui ac-

Suite p 2

Le dessin



A savoir

Vous pouvez noter les dates des prochains conseils :

Conseil municipal
Mardi 20 septembre
18 h 30
Hôtel de ville de Calais

Conseil communautaire
Jeudi 22 septembre
18 h 30
Hôtel de ville de Calais

On vous rappelle que les conseils sont ouverts au public...

On y pense

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu les mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au
194-196 Bd de l'égalité à Calais

Suite de la p 1

la population calaisienne.

C'est alors qu'arrive, la seconde grosse revendication du monde économique. Comme nous perdons de l'argent à cause des migrants, nous devons être aidés. Fort bien, sauf que ce propos ne résiste pas à l'analyse objective des faits.

Prenons d'abord le port : il devrait être directement impacté. Or, à preuve du contraire, son activité a progressé, malgré une conjoncture internationale peu brillante. Par ailleurs, la présence migratoire représente 250 emplois directs.

Prenons ensuite le Tunnel sous la Manche. Ses chiffres sont en progression, et la présence migratoire représente là encore une centaine d'emplois directs.

Ajoutons la présence sur le territoire calaisien de plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre qui sont hébergés, mangent, fréquentent les commerces...

Ajoutons des migrants qui consomment dans de nombreux commerces... et nous obtenons une réalité plutôt positive.

Mais alors, qui souffre et pourquoi ?

C'est là que notre propos, qui s'appuie pourtant sur la réalité, ne va pas faire plaisir du tout à ceux qui dirigent la ville et l'agglomération.

D'abord, la perte de centaines d'emplois de l'industrie et du transport (qui bénéficiaient de rémunéra-

tions supérieures à la moyenne locale : la dentelle, Calaire, Marmin, My Ferry Link, Tioxide...) amènera rapidement de grosses pertes de pouvoir d'achat pour le tissu commercial et les services. Des pertes de chiffres d'affaire énormes au point que beaucoup ne s'en remettront pas.

Puis les travaux de Calais Nord, qui ont impacté ce secteur au point que de nombreux commerces ont disparu quand d'autres (pourtant réputés avoir les reins solides) ont dû se mettre sous la protection du tribunal de commerce. L'accentuation de la destruction du centre-ville, par un renforcement du commerce de périphérie, au point que nos boulevards offrent aujourd'hui de nombreux vides.

Enfin une communication des plus hasardeuse, qui s'est retournée contre ses utilisateurs.

Incapable de parvenir à inverser la courbe de l'emploi alors que c'était son engagement prioritaire, la droite choisit délibérément la victimisation pour obtenir des subsides de l'État. Un copié-collé en quelque sorte du positionnement patronal qui a obtenu des milliards avec le CICE sans créer d'emplois à l'échelle nationale. Une victimisation qui se traduit dans le discours : « nous sommes envahis... nous sommes assiégés...la situation est dangereuse...la population n'en peut plus... ». Un discours que de nombreux Calaisiens ont du mal à comprendre parce qu'ils ne vivent pas concrètement cette réalité. Mais un discours qui porte ses mauvais fruits. Partout où vous allez si vous dites que vous êtes calaisien, vous pouvez entendre : « ça doit être

terrible chez vous...c'est dangereux... »

Comment dans un tel contexte s'étonner de la diminution des visites dans notre ville et d'un recul de l'activité touristique ? À jouer aux apprentis sorciers, certains se sont tirés eux-mêmes une balle dans le pied.

Devant cette réalité, il nous était impossible de soutenir et de participer à un tel mouvement. D'autant qu'il n'aura échappé à personne que les campagnes des élections présidentielles et législatives sont bien lancées et que tous les coups semblent permis.

Nous n'avons pas été les seuls à ne pas vouloir participer (voir communiqué SUD et Syndicat Maritime Nord) et nous ne sommes pas les seuls à penser que les droits de chacun doivent être défendus (voir position de la CGT).

Nous ne sommes pas seuls à considérer que doivent enfin être abordés le fond des problèmes : les guerres et leurs impacts, la sauvegarde de l'emploi industriel...

On nous annonce la venue de François Hollande, alors nous nous permettons de lui suggérer deux actions pour Calais : laisser passer les migrants qui veulent traverser, et exiger de la SNCF qu'elle aménage la zone de la Turquerie pour y créer de 2 à 3000 emplois dans la logistique, emplois liés au trafic maritime qui ne fera que progresser, emplois pour la population locale.

C'est un tout autre positionnement que celui qui consiste à mépriser l'autre et à se contenter de quê-

Communiqué commun de la CGT, de l'Union départementale CGT du Pas de Calais et de la Fédération CGT des Ports et Docks

Depuis plusieurs années, les populations du Moyen Orient et d'Afrique Orientale subissent de multiples conflits, bien souvent provoqués et entretenus dans l'intérêt capitaliste de grandes puissances telles que la France, l'Angleterre, les États-Unis, privant au passage ces peuples et leurs pays de leurs richesses, les laissant dans la misère la pauvreté et le désarroi.

Aujourd'hui, dans le Calais, plus de 10 000 réfugiés ayant fui ces conflits, vivent dans des conditions inhumaines, indignes du pays des droits de l'Homme. Chaque jour, ils mettent leur vie en péril en tentant de rallier l'Angleterre, injustement présenté comme un eldorado, mais en réalité vivier d'une main d'œuvre bon marché et exploitée.

Après avoir reçu les bombes des pays occidentaux, avoir fait plusieurs milliers de kilomètres pour rejoindre Calais, n'ayant plus rien à perdre, ils sont prêts à tout pour traverser, mettant en danger la population et les travailleurs calaisiens.

La France, l'Angleterre et les États-Unis (entre autres) portent une lourde responsabilité sur les flux migratoires, en menant des guerres sur fond d'intérêts économiques.

A travers cette situation, la rocade portuaire, le port de Calais et le Tunnel sous la Manche se retrouvent pris en otage de hautes clôtures et de barbelés, ce qui n'empêche pas les réfugiés, déterminés à tenter, au risque de leur vie ainsi que celles des travailleurs calaisiens, de monter dans les camions en provoquant des barrages sous l'impulsion des passeurs.

Ces derniers temps, et cela va en s'amplifiant, sous l'influence d'un contexte d'élections politiques, cette situation est récupérée de façon malsaine par l'extrême-droite, certains travailleurs et la population calaisienne ne doivent pas se tromper de cible.

L'Europe et les gouvernements des pays qui la composent, doivent répondre par la diplomatie et des mesures humaines, et non pas ériger des murs.

La population calaisienne, les salariés du port, du tunnel, ainsi que les réfugiés eux-mêmes, se sentent abandonnés à leur sort.

Il est urgent d'allier nos forces afin que soit réglée politiquement cette situation, de peser sur les grandes puissances pour faire cesser les massacres au Moyen Orient, de faire prendre ses responsabilités à l'Angleterre, et de mettre en sécurité les salariés travaillant dans le Calais.

La nature a horreur du vide et cette situation ne doit pas opposer la population calaisienne et ses travailleurs aux réfugiés, car pendant ce temps, les responsables de cette situation restent au chaud en envoyant des bombes !

Montreuil, le 6 septembre 2016

Communiqué commun De Sud et du Syndicat maritime Nord

Sans Nous

Lundi doit se tenir à Calais une manifestation destinée à attirer de nouveau l'attention sur les problèmes liés à la très forte présence migratoire sur notre territoire.

Les problèmes liés à la migration sont réels. Chaque jour le **trafic d'accès au port est ralenti** par ceux qui ne veulent qu'une chose : aller en Grande-Bretagne. De plus en plus souvent, des salariés qui utilisent la rocade portuaire sont victimes d'actes de **dégradations sur leurs véhicules.**

Enfin, nul ne peut ignorer les nombreuses **dégradations** dont sont victimes les **riverains** les plus proches de la zone concernée.

Alors, oui le problème doit être traité.

Traité, pour **éviter que la situation économique ne se dégrade davantage.** Car si actuellement rien ne permet de démontrer un recul net de l'activité portuaire dû à ce problème, si la baisse de l'activité touristique semble davantage être la résultante de déclarations intempêtes et de campagnes de presse faisant ressembler notre cité à un coupe-gorge, il est fort à penser qu'à l'avenir, les tensions observées finissent par impacter plus fortement l'activité des transports.

Pourtant, **beaucoup a déjà été fait sans grands résultats**, si ce n'est l'augmentation considérable du nombre de demandeurs à passer en Grande-Bretagne qui atteindraient les 10 000.

Les propositions entendues ce matin (2 septembre) dans la bouche du Ministre de l'Intérieur, ne sont que la continuation de ce qui se fait déjà avec le succès constaté (sic).

Les propositions formulées par certains participants à la manifestation, comme le démantèlement pur et simple du camp par l'armée, pourraient avoir de graves conséquences pour notre population qui verrait revenir sur le territoire de la ville ceux qui chercheraient à se mettre à l'abri du mauvais temps.

C'est d'autres solutions dont les salariés et la population, ceux qui fuient la guerre et la misère, ont besoin. Par exemple que ceux qui veulent aller en Angleterre puissent le faire rapidement :

Laissons-les passer !

Qu'on ne nous dise pas que c'est impossible, car nous qui vivons ici, avons la mémoire de la fermeture du camp de Sangatte et le passage en Angleterre de plus de 7000 réfugiés !

Nous préférons défendre cette solution, que de faire cause commune avec ceux qui nous insultaient hier quand nous menions des actions pour défendre notre emploi. Nous préférons mettre en avant une solution qui a fait la preuve de son efficacité plutôt que de manifester avec certains employeurs qui ont bien peu de respect de leurs salariés, crachent allègrement sur ceux qui s'opposent à la loi travail.



SUD CT 62

Oui au règlement du problème.
Non à la manipulation.

